

DIAL 2993

CARAÏBES - L'accord de coopération énergétique Petrocaribe prend de l'ampleur

Lucila Horta

mardi 1er avril 2008, mis en ligne par [Dial](#)

Vu de France, la politique extérieure du président Hugo Chávez semble souvent se réduire à des discours. Dans ce contexte, il est toujours utile de présenter de manière plus concrète et détaillée les initiatives de coopération qui se développent même si leur nouveauté ne permet pas pour l'instant d'avoir une idée des résultats qu'elles produiront. Article de Lucila Horta publié dans [Noticias Aliadas](#), le 6 février 2008.

Avec l'incorporation du Honduras lors du IVe sommet de Petrocaribe, dans la ville de Cienfuegos à Cuba, le 21 et 22 décembre, 17 nations intègrent désormais cet accord régional lancé par le Venezuela qui facilite un approvisionnement en pétrole à des prix préférentiels, avec des facilités de paiement, alors que le cours du baril flirte avec les 90 dollars [1].

Petrocaribe est un accord de coopération énergétique conçu comme une entité multilatérale vouée à diminuer les inégalités d'accès aux hydrocarbures, grâce à un schéma d'échanges « favorables, équitables et justes entre les pays de la région ».

Il a vu le jour le 29 juin 2005, lors d'un premier sommet à Puerto La Cruz au Venezuela, avec la participation de 14 pays : Antigua et Barbuda, les Bahamas, le Belize, Cuba, la République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Surinam et le pays hôte. À ceux-ci se sont ajoutés, lors du IIIe sommet en août 2007, Haïti et le Nicaragua.

La Barbade, le Guatemala, Trinité et Tobago et des organisations régionales telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des États des Caraïbes orientales ont assisté en tant qu'invités au IVe sommet.

Parmi les bonnes nouvelles, on peut citer l'annonce qu'une part de la facture pourrait être amortie en échange de biens locaux ou de services de la part des nations membres, formule existant déjà entre l'Argentine, Cuba, l'Uruguay et le Venezuela.

« On envisage de proposer des actions afin d'établir des mécanismes de compensation au paiement », a affirmé à cette occasion le président Hugo Chávez, précisant que les premiers bénéficiaires seraient les pays commençant à payer en 2008 et devant au total 1 milliard de dollars. C'est notamment le cas de la République dominicaine qui reçoit quelque 35 000 barils par jour.

Énergie alternative

La promotion des énergies alternatives (solaire, géothermique et éolienne) est une autre annonce prometteuse. Il existe des avancées comme celles effectuées dans 13 pays du pacte, avec le remplacement des ampoules incandescentes par des ampoules à basse consommation, ou la construction et mise en service de quelque 1 000 mégawatts de nouvelle génération, utilisant des groupes électrogènes au diesel

ou au fioul pour la réhabilitation des réseaux électriques, en s'inspirant de l'expérience cubaine en ce domaine.

Durant le sommet, les partenaires ont décidé de la création d'un fonds commun qui fournira les crédits permettant une mise en œuvre rapide des projets d'énergie alternative.

Une autre résolution inclut l'utilisation de la raffinerie de Cienfuegos pour l'approvisionnement en pétrole raffiné et autres produits dérivés de plusieurs pays de la région. Le complexe avait fermé en 1990 avec l'interruption soudaine de l'approvisionnement consécutif à la disparition de l'Union soviétique. Jusqu'à il y a 18 mois elle avait simplement été entretenue pour éviter la détérioration, mais en 2006 un investissement de 83 millions de dollars a été effectué via une entreprise mixte cubano-vénézuélienne, afin de moderniser sa technologie et autres particularités permettant le traitement de 65 000 barils par jour dans un premier temps puis de 150 000 ultérieurement.

Les nations bénéficiaires doivent accélérer les travaux leur permettant d'accroître leur capacité de stockage du carburant. Le Venezuela produit 3 millions de barils par jour et destine 102 000 barils par jour à la région, mais il n'en distribue actuellement que 53 000 en raison du manque d'infrastructures.

D'autres projets de Petrocaribe sont déjà en marche comme l'usine de bouteilles de gaz inaugurée récemment à Saint-Vincent - avec une production de 20 000 unités par jour qui lui permet de devenir exportateur -, ou encore les « *petrocasas* », maisons construites à partir de matériaux dérivés du pétrole.

« **Petrocasas** »

Les cent premières ont été inaugurées au sein même du pôle industriel de Cienfuegos, 150 ont également été construites au Pérou dans la zone touchée par le tremblement de terre le 15 août dernier et on prévoit leur construction cette année en République dominicaine.

De la même manière, l'édification d'une raffinerie va être lancée à Léon au Nicaragua, la première d'une dizaine devant voir le jour ou être agrandies en divers sites d'Amérique latine et des Caraïbes.

Lors de la fondation de Petrocaribe, dans le cadre de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), un fonds ALBA-Caraïbes a été prévu pour la gestion matérielle de ces programmes, à partir de l'épargne produite par le financement de la facture pétrolière et le commerce direct. Initié par le Venezuela avec un apport de 50 millions de dollars dans un premier temps, passé depuis à 100 millions, il est utilisé au profit d'Antigua et Barbuda, des Bahamas, du Belize, de Cuba, de la République dominicaine, de la Grenade, d'Haïti, du Nicaragua, de Saint-Christophe-et-Niévès et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Ce fonds a comme priorité de contribuer au développement des pays des Caraïbes par le biais d'œuvres sociales cherchant à réduire la pauvreté en offrant des possibilités d'emploi et de revenus, à « accroître les garanties en matière de sécurité énergétique et à contribuer à la préservation de l'environnement », précisent ses statuts.

Petrocaribe établit un paiement à long terme à hauteur de 30% quand le prix du baril atteint ou dépasse les 40 dollars, de 40% s'il atteint 50 dollars, et de 50% si le prix grimpe à 100 dollars. Le délai de paiement s'allonge de un à deux ans et les paiements différés peuvent s'étaler sur 17 ans. Si le prix du baril dépasse les 40 dollars, la période de paiement peut alors s'étaler sur 25 ans et le taux d'intérêt est réduit à 1%.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), volume 25, n° 2, 6 février 2008.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] L'article a été publié dans le numéro du 6 février de *Noticias Aliadas*, le prix du baril dépasse actuellement les 100 dollars.